

La mobilisation des journalistes burundais ne faiblit pas

RFI, 30 juin 2012
 Affaire Ruvakuki : au Burundi, le bras de fer se poursuit entre médias et autorités
 Au Burundi, les journalistes et médias indépendants poursuivent le bras de fer engagé avec les autorités de ce pays, depuis la condamnation de Hassan Ruvakuki, journaliste d'une radio locale et correspondant de RFI en swahili à la prison à vie, pour s'être rendu dans un camp de rebelles burundais basés en Tanzanie. Vendredi 29 juin, ils avaient appelé notamment les automobilistes burundais à jouer du klaxon, et cela à deux jours de la célébration devant une dizaine de chefs d'Etat du 50e anniversaire de l'indépendance du Burundi, de quoi énerver les autorités.

Les organisations de journalistes burundais sont soulagées, leur appel a été entendu. Vendredi à la mi-journée, un concert de klaxons a retenti à travers les rues de Bujumbura, pour protester contre la récente condamnation à la prison à vie de Hassan Ruvakuki, journaliste de Bonesha Fm et correspondant de RFI en swahili. « Nous avons décidé de faire des conditions communes, déclare Eric Manirakiza, directeur de Radio publique africaine, qui ont participé par une protestation que les organisations des professionnels des médias ont organisé en appelant la population du Burundi à klaxonner à midi vingt pour dénoncer justement les abus dans ce pays. Et c'est un signe fort que nous envoyons aux autorités, pour donner un message aux dirigeants qu'il y a une ligne qu'on ne peut pas dépasser ! ». Une chose est sûre aujourd'hui, la mobilisation des journalistes burundais ne faiblit pas depuis la condamnation de Hassan Ruvakuki il y a une dizaine de jours, et cela commence à inquiéter le pouvoir burundais. Depuis, il ne cesse d'accuser ces stations privées de rouler pour l'opposition et surtout, de vouloir saboter la célébration du cinquantenaire de l'indépendance demain. Mais Eric Manirakiza a eu beau de jeu de rappeler au parti au pouvoir dans ce pays que les médias leur avaient tendu le micro lorsqu'il n'était encore qu'un mouvement rebelle, il y a à peine huit ans, à « menaces des autorités de l'époque ».